

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT**

### **Le Président de Hautes Terres Communauté**

**Objet : Recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité**

**Vu** le Code général de la fonction publique et notamment l'article L.332-23-1° ;

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Vu** la délibération n°2024-CC-206 en date du 09 décembre 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel au sein du service « déchets ménagers » afin de faire face à l'accroissement de l'activité au sein de la déchetterie de Neussargues et dans le cadre de la collecte des ordures ménagères ;

**Considérant** que le candidat remplit les conditions générales de recrutement énumérées à l'article 2 du décret susvisé du 15 février 1988 modifié, dont l'aptitude physique est attestée par certificat médical ;

### **DECIDE**

**Article 1 :** De recruter, en application de l'article L.332-23-1° du Code général de la fonction publique, un agent contractuel pour la période du 03 juin au 14 septembre 2025 ;

**Article 2 :** Que les conditions principales d'embauche sont les suivantes :

- Fonction : agent de collecte (ripeur) – gardien de déchetterie ;
- Durée de la mission : 35 heures hebdomadaires ;
- Rémunération : sur la base de l'indice IB 371, prime de précarité et indemnité compensatoire de congés payés à hauteur de 10 % de la rémunération brute ;

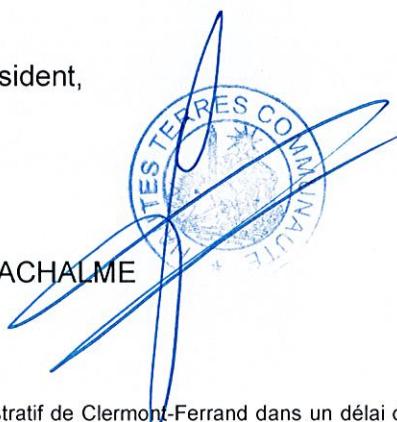
**Article 3 :** Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2025 ;

**Article 4 :** Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

**Article 5 :** Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALME



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.